

2016/18

Obama et la question raciale aux USA, une inévitabile déception

par PASCAL DE GENDT

*Analyses &
Études*
Politique internationale



Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Éducation permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS.. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

QUESTIONS SOCIALES
DROITS DE L'HOMME
MIGRATIONS
POLITIQUE INTERNATIONALE
Économie

Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur notre site www.lesitinerrances.com, elles sont aussi disponibles en version papier sur simple demande à educationpermanente@sireas.be



**Service International de Recherche,
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**
Secteur Éducation Permanente
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58
educationpermanente@sireas.be
www.lesitinerrances.com

Avec le soutien
de la Fédération
Wallonie-Bruxelles



Dans quelques semaines, le double mandat présidentiel de Barack Obama sera terminé. Il restera historique : pour la première fois, un homme d'origine afro-américaine accédait à la plus haute fonction et, double exploit, s'y faisait réélire. En 2008, son élection avait fait naître l'espoir d'enfin voir les États-Unis s'engager sur la voie de l'égalité entre citoyens quelles que soient leurs origines. Huit ans plus tard, il faut déchanter : les inégalités socio-économiques persistent et la polarisation Blanc/Noir atteint des sommets avec d'un côté la colère du mouvement « Black lives matter » (« Les vies noires comptent ») face aux violences et bavures policières et de l'autre un candidat à la présidence, Donald Trump, qui doit une partie de son succès à son discours raciste décomplexé. Les attentes envers Barack Obama étaient-elles trop hautes ? Quelle a été sa véritable action dans ce domaine ? Tentative de bilan.

LE PRÉSIDENT MULTICULTUREL

Durant sa campagne électorale, le candidat Obama s'est présenté comme un modèle d'intégration, le fruit d'une diversité culturelle, d'un multiculturalisme qui serait le socle de l'identité américaine et la traduction moderne du « rêve américain » (1). De ses différents discours de campagne, celui prononcé à Philadelphie le 18 mars 2008 est le plus explicite à ce niveau : *« Je suis le fils d'un homme noir du Kenya et d'une femme blanche du Kansas. J'ai été élevé en partie par un grand-père blanc qui, après avoir survécu à la Grande Dépression, servit sous les ordres de Patton durant la seconde guerre*

mondiale, et par une grand-mère blanche qui travaillait sur une chaîne de montage de bombardiers à Fort Leavenworth pendant qu'il combattait outre-mer. J'ai étudié dans certaines des meilleures écoles d'Amérique et vécu dans l'un des pays les plus pauvres du monde. Je suis marié à une Américaine noire qui a en elle du sang d'esclave et du sang de propriétaires d'esclaves – un héritage que nous transmettons à nos deux filles adorées. J'ai des frères, des sœurs, des nièces, des neveux, des oncles et des cousins de toute race et de toute couleur de peau, dispersés sur trois continents, et jusqu'à mon dernier jour je n'oublierai jamais que mon histoire n'aurait été possible dans aucun autre pays du monde. » (2) Ce qui pourrait être considéré comme une ode au métissage est pourtant traduit, plus basiquement, comme étant le discours d'un Afro-américain. Dans la mentalité américaine, la vieille règle du « one drop » (une goutte) est toujours vivace : une seule goutte de sang noir suffit à faire de vous un Afro-américain. Cette identification ethnique – Obama est donc un candidat Noir - change beaucoup de choses. Pour ses adversaires d'abord qui ont eu beau jeu de minimiser sa candidature en la limitant à un enjeu racial. Lors de la bataille pour l'investiture démocrate, le camp Clinton ne s'en est d'ailleurs pas privé. Mais aussi pour la communauté afro-américaine qui, quarante ans après l'assassinat de Martin Luther King, entrevoit l'espoir d'une nouvelle ère. Dans le même discours à Philadelphie, Barack Obama appellera les citoyens américains à prendre en compte « *l'héritage de la ségrégation et ses persistances, moins manifestes que par le passé, mais néanmoins réelles* » (3). Le type de phrase qui a fait penser à ses supporters qu'en tant que Président, il aurait une action décisive dans la lutte contre le racisme et les discriminations.

Pourtant, après huit ans de présidence, force est de constater que son bilan en la matière est plutôt maigre. Parmi les lois marquantes, retenons celle nommée « My brother's keeper » (« Le gardien de mon frère ») visant à réduire les inégalités d'accès à l'éducation pénalisant les minorités par le biais d'un fonds de 200 millions de dollars pour lutter contre l'analphabétisme. Le président américain s'était également mis en tête de faire passer une loi permettant de régulariser des millions de clandestins. Elle devait profiter à 4 millions de sans-papiers : ceux qui sont arrivés aux États-Unis lorsqu'ils étaient enfants, ceux qui sont étrangers mais parents de citoyens américains ou parents d'enfants étrangers résidant en permanence dans le pays (4). Mais il s'est heurté dans cette volonté à la Chambre des Représentants, dominée par les Républicains, et surtout à la Cour Suprême qui a suspendu sa proposition de loi. Et, dans le même temps, il n'a jamais mis fin à de vastes opérations d'expulsions de clandestins, provenant principalement d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, prêtant ainsi le flanc à des accusations de double jeu. Durant ses deux mandats, plus de deux millions de sans-papiers ont été expulsés, bien plus que pendant les deux mandats

de son prédécesseur, George W. Bush (5). Une politique dure qui a créé le malaise jusque dans son propre parti.

Pour le reste, différentes réformes peuvent être mises à son crédit. Du point de vue judiciaire, il a obtenu la réduction des lourdes peines plancher appliquées pour simple possession de drogue. Elle devrait quelque peu diminuer le taux d'incarcération surélevé de la communauté noire (13% de la population totale mais 40% des détenus) (6). Il n'a pu également rester sans agir face aux nombreux cas d'Afro-américains abattus par la police qui ont mené à la création du mouvement « Black lives matter ». Il a donc entamé une politique de démilitarisation de la police et principalement des unités spéciales (Swat) surarmées dont les principales cibles, selon les chiffres de l'Union américaine pour les libertés civiles, étaient les citoyens Afro-américains (7). Sans revenir en détail sur le système, la réforme de l'assurance-santé, appelée Medicaid ou Obamacare, devrait permettre aux plus pauvres, donc principalement aux minorités ethniques, d'obtenir une couverture médicale partielle.

SYMBOLES ET DISCOURS

La portée de son élection a également un peu occulté d'autres nominations symboliques au cours de ses mandats. Ainsi, Eric Holder au ministère de la Justice, Lisa Jackson à la direction de l'Agence de protection de l'environnement et Charles Bolden à la tête de la Nasa sont devenus les premiers Noirs américains à occuper ces postes (7).

Enfin, quelques discours auront également marqué les esprits durant son règne de huit ans. Notamment lorsqu'il déclara, en 2013, visiblement ému, que Trayvon Martin aurait pu être son fils. Ce jeune Afro-Américain de 17 ans avait été abattu le 26 février 2012, en Floride, par le coordinateur de la surveillance de voisinage de la résidence où Trayvon résidait temporairement. L'homme avait invoqué la légitime défense malgré le fait qu'il était établi que Trayvon Martin était non-armé au moment des faits. Le 13 juillet 2013, le tribunal le déclara non-coupable provoquant la colère de la communauté afro-américaine et l'indignation en-dehors des États-Unis. L'intervention du président fut interprétée par ses détracteurs comme un soutien à la thèse selon laquelle il s'agissait d'un crime raciste.

Par après, il a appelé plusieurs fois à la vigilance face aux discriminations raciales. Après la décision d'un jury populaire de ne pas poursuivre le policier qui avait, le 9 août 2014 à Ferguson, abattu Michael Brown, il avait déclaré

comprendre la colère de ceux qui ont le sentiment à juste titre que la couleur de peau a un impact sur la façon dont la loi est appliquée. « *Ce n'est pas seulement un problème pour Ferguson, c'est un problème pour l'Amérique. Ce sont des problèmes réels. Nous devons les confronter et ne pas les nier ou les étouffer* », déclarait-il quelques mois plus tard lors d'un discours à Chicago où il évoquait l'héritage de la discrimination raciale aux États-Unis (8). On retiendra encore, le 7 mars 2015 lors de la commémoration des 50 ans du massacre de Selma, son appel à refuser le raisonnement selon lequel le racisme avait disparu.

Toutefois, Caroline Rolland-Diamond, spécialiste de l'histoire des mouvements sociaux américains, signale que dans l'ensemble le ton des messages adressés aux classes populaires noires par Obama était plutôt conservateur et paternaliste (9). Elle relève notamment la persistance de la notion d' « uplift » : « *L'uplift est l'« élévation » de la communauté par le comportement personnel. C'est aux Noirs de se conformer aux règles de la société américaine blanche, de travailler, de se prendre en main. C'est l'ascension sociale et économique par le travail et par un comportement moral exemplaire. Cette notion repose sur l'effort personnel. Selon cette vision, si les Noirs pauvres ne s'en sortent pas, c'est de leur faute. C'est un discours conservateur que l'on retrouve très largement dans la classe politique américaine.* » L' « uplift » est ainsi un instrument de la négation du racisme institutionnel pourtant bien réel aux États-Unis.

DES INÉGALITÉS PROFONDÉMENT ANCRÉES

Il est évident que la situation a évolué depuis les années 60 et que, Obama en est la preuve vivante, il est désormais possible pour les hommes et femmes de couleur d'accéder à des postes de pouvoir politiques ou économiques. Pour schématiser, la communauté afro-américaine est désormais moins monolithique : 25% font partie d'une « classe supérieure », 25% font partie des plus pauvres et au milieu 50% appartiennent à une classe moyenne qui vivote. Mais c'est ici que l'on voit notamment que le facteur racial joue encore un rôle : la classe moyenne afro-américaine est plus fragile que son équivalent blanche parce qu'elle a moins de patrimoine (10). Cette classe moyenne a été, par exemple, beaucoup plus touchée par la crise de 2008 parce qu'elle avait beaucoup plus recouru aux prêts immobiliers à bas prix qui ont provoqué la crise des subprimes.

De manière générale, la forte récession économique qui a touché les États-Unis en 2008-2009 a encore un peu plus creusé les inégalités sociales et donc raciales puisque ces deux-là sont fortement imbriquées. Quelques chiffres illustrent ce propos : en septembre 2015, le taux de chômage de la communauté afro-américaine était de 9,2%, presque le double de la moyenne nationale (5,1%). De même, toujours en 2015, le revenu médian des ménages Noirs était près de 20.000 dollars par an inférieur à celui des ménages américains pris dans leur ensemble. Le taux de pauvreté chez les Noirs dépassait les 25% pour 14,8% comme moyenne nationale et l'espérance de vie d'un Afro-américain né en 2013 était de trois ans inférieure à celle d'un Américain moyen (11).

Quoiqu'en disent les partisans de l'« uplift », de tels écarts ne peuvent pas uniquement s'expliquer par un soi-disant comportement inapproprié, ou par le manque de volonté de s'en sortir, de la communauté en question. Mais c'est lorsque l'on se penche sur l'attitude de la justice et de la police en matière raciale que l'on se rend mieux compte de la persistance d'un réel racisme négrophobe. Prenons les chiffres d'incarcération : avec 2.724 détenus (pour au moins un an) Noirs masculins pour 100.000 personnes, soit un taux d'incarcération de 2,7%, les chiffres sont trois fois plus élevés que pour la moyenne nationale (890 hommes pour 100.000 habitants, soit 0,89%). Autrement dit, il y a trois fois plus d'Afro-Américains incarcérés pour plus d'un an que d'autres catégories ethniques. Chez les femmes, ces taux respectifs sont de 0,1% et 0,065% (10). En 2010, le professeur de droit, Michelle Alexander, a marqué les esprits en expliquant dans son livre, « The New Jim Crow », qu'il y a aujourd'hui davantage de Noirs en prison ou liberté conditionnelle qu'il n'y avait d'esclaves en 1850 (10). Peut-on expliquer cela par une délinquance logiquement plus élevée parmi la partie la plus pauvre de la population ? Les procès, débats, témoignages des ces dernières années, suite aux différents décès médiatisés de Noirs après intervention policière, ont révélé que la police américaine était toujours marquée par le racisme dans son fonctionnement même. Que ce soit dans les entraînements donnés aux policiers ou dans les consignes, tout est fait pour désigner la population afro-américaine comme potentiellement dangereuse. Les interactions entre forces de l'ordre et membres de cette communauté sont donc faussées : à la méfiance, voire la brutalité des uns, répond la défiance des autres.

UNE PLUS GRANDE POLARISATION

Une défiance envers la police qui a fini par se muer en véritable nouveau mouvement de conscientisation communautaire à travers « Black Lives

Matter ». Si bien que le constat souvent posé à la fin de du double mandat d'Obama est que la polarisation Blanc/Noir de la société américaine a augmenté. Avec d'un côté, une partie du mouvement Black Lives Matter qui renoue avec une rhétorique raciale parfois agressive et, de l'autre une « Amérique blanche » qui se trouve un nouveau champion en la personne de Donald Trump et son racisme primaire et décomplexé. C'est ainsi que selon un sondage mené par Bloomberg et publié en décembre 2014, 53% des Américains estimaient que les relations entre citoyens des États-Unis s'étaient détériorées depuis l'élection de Barack Obama (4).

Cette polarisation a été étudiée par le politologue Michael Tesler. Il a notamment démontré, en étudiant l'évolution des enquêtes d'opinion depuis 2008, que l'opinion des Américains sur différents sujets était déterminée par leur perception d'Obama, elle-même étroitement liée à la couleur de sa peau. Exemple : en mars 2012, une enquête réalisée dans l'état du Maryland montrait que 56% des Afro-américains étaient opposés à l'adoption d'une loi autorisant le mariage homosexuel (39% étaient pour). En avril, le président des États-Unis se prononçait en faveur de cette loi et en mai un nouveau sondage sur la question montrait que, désormais, 55% des Afro-américains du Maryland soutenaient la loi (36% étaient toujours contre). Sur la même période, l'approbation du mariage homosexuel chez les Blancs avait, par contre, baissé (3).

Tout semble démontrer que l'élection du premier président américain de couleur a généré un fameux paradoxe en ravivant le racisme dans le pays. En 2012, le Southern Poverty Law Center, une association de surveillance des mouvements d'extrême-droite, recensait 1.360 groupuscules appartenant à cette mouvance, un record dans l'histoire du pays. Depuis 2008, le nombre de ces formations avait augmenté de 813% ! (4) D'autres chercheurs ont mis en évidence une augmentation du nombre d'électeurs qui ont fait preuve d'un comportement anti-noir, de 47,6% en 2008 à 50,9% en 2012 (12).

RENAISSANCE D'UN RACISME HISTORIQUE

Une évolution qu'on ne peut décemment pas imputer à la ligne politique du président des États-Unis qui n'est jamais apparu comme un activiste de la cause noire. Le symbole qu'a représenté cette élection n'a pas seulement engendré de grands espoirs mais aussi de profondes craintes. D'autant qu'elle a pris place dans un contexte de crise économique profonde qui a fortement impacté les revenus et le niveau de vie d'une grande partie de la population américaine. L'accession d'Obama à la Maison-Blanche a été vécue par une partie de la population blanche comme la fin d'un modèle de société qui les

avait toujours placés au sommet d'une hypothétique hiérarchie sociale et raciale. D'où une série de comportements défensifs face à ce « stress racial » (13).

Les mouvements politiques les plus conservateurs, le Tea Party en tête, ne se sont pas privés de récupérer cette angoisse en alimentant ce sentiment blanc de déclassement à l'aide de polémiques sur la supposée religion musulmane du président, ou en propageant l'idée selon laquelle il était né au Kenya et donc illégitime pour occuper son poste. Le plus opportuniste de ces politiciens a été Donald Trump qui a récupéré cette polémique en 2011 lorsqu'il faisait campagne pour soutenir Mitt Romney, le candidat républicain, à la présidence. Une polémique qui a pris tellement de place que Barack Obama a dû se résoudre à rendre public son acte de naissance en intégralité. Ce qui n'a pas empêché de Trump de prétendre qu'il l'avait falsifié. Aujourd'hui encore, 62% des partisans de Donald Trump pensent qu'Obama est musulman et 61% qu'il est né dans un autre pays (13). Plus largement, le succès du candidat républicain s'appuie, en partie, sur un effet de la double présidence d'Obama : « *des millions de Blancs ont découvert leur statut racial et se sont mis à s'en préoccuper.* » (13)

La facilité avec laquelle le discours raciste de Donald Trump a pu conquérir une large partie de l'opinion publique américaine reflète l'ampleur de la tâche à laquelle a dû faire face Barack Obama. Pas assez Noir pour certains, trop Noir pour d'autres, sa gestion de la question raciale a fait beaucoup de déçus. Il peut avancer cependant de réelles circonstances atténuantes. Aucun président ne peut résoudre à lui seul une question raciale dont les racines remontent à la construction du pays. Il l'a, par ailleurs, dit lui-même plusieurs fois lors de différents discours : la fin de la ségrégation légale, relativement récente, ne signifie pas la disparition, comme par magie, d'une discrimination raciale vieille de plusieurs siècles. Cela était d'autant plus difficile pour Barack Obama que, logiquement, il devait faire attention à ne pas apparaître comme le président des Noirs, mais bien comme celui de tous les Américains. D'autres éléments doivent être pris en compte : lors de son arrivée à la présidence, sa priorité numéro un était la gestion d'une crise économique sans précédent. Dans un contexte fédéral, le président ne peut influencer sur des pans entiers de la politique des différents États. Et, enfin, de janvier 2011 à la fin de son mandat, il a dû batailler avec une Chambre des Représentants à majorité républicaine.

DERNIÈRE MISSION MANQUÉE

Au-delà de tout bilan, l'image publique, la communication donc, de Barak Obama et de son épouse Michelle a été exemplaire à plus d'un titre. Le couple présidentiel finit d'ailleurs ses huit années de mandat avec des cotes de popularité au plus haut : environ 55% des Américains ont une opinion favorable de Barack Obama (14) et son épouse Michelle fait encore mieux avec 64% (15). Des scores à mettre en parallèle avec ceux d'autres présidents sortants de « l'après-guerre froide », George W. Bush (moins de 30% d'opinions favorables à la fin de son second mandat (16)) et Bill Clinton, dont la présidence a été appréciée mais pas la « personnalité morale » (17). En donnant l'image d'un couple soudé, digne en toutes circonstances, moderne et humain, Michelle et Barack Obama ont quelque peu restauré l'honorabilité d'un poste dont l'aura avait été fameusement égratignée par l'affaire Lewinsky, avec Bill Clinton, et par l'image renvoyée par George W. Bush. Que cette restauration soit le fait d'un couple Afro-américain est, en soi, un démenti à n'importe quelle théorie tentant de démontrer la supériorité d'une couleur de peau par rapport à une autre. Dans un contexte de montée générale du racisme, pareil constat est toujours bon à prendre.

Malheureusement, il ne s'agit que d'une petite victoire symbolique et absolument pas déterminante sur le plan électoral. En faisant campagne pour Hillary Clinton, le président sortant a tenté, pour une fois, de jouer la carte communautaire en exhortant l'électorat afro-américain à se mobiliser. Il a beau avoir déclaré qu'il prendrait comme une injure personnelle le manque de mobilisation ou tenté de jouer la carte affective en disant que « *Barack leur demandait personnellement* » d'aller voter pour Clinton (18), l'électorat afro-américain ne s'est pas déplacé massivement vers les urnes comme en 2008 ou 2012 (19). Même la perspective d'avoir comme chef d'État le candidat favori des suprémacistes blancs n'aura pas suffi à mobiliser ces électeurs. C'est dire si le fossé est profond entre le pouvoir, quelle que soit la couleur de peau du Président, et une population afro-américaine qui semble résignée à obtenir une réelle égalité. La persistance de cette compréhensible défiance, peut-être même plus intense à cause des espoirs déçus, est un des plus grands échecs de Barack Obama.

BIBLIOGRAPHIE

(1) Réflexions, « Un président post-racial ? » (en ligne), c 2009. Consulté le 5/10/2016. Disponible sur : http://reflexions.ulg.ac.be/cms/c_19516/un-president-post-racial

(2) Le Monde, « Obama et la question raciale » (en ligne), c 2008. Consulté le 4/10/2016. Disponible sur : http://www.lemonde.fr/elections-americales/article/2008/03/26/obama-et-la-question-raciale_1027415_829254.html#T5VrQqpfYWSbk7ee.99

(3) Le Monde Diplomatique, « Pour les Afro-Américains, amer bilan d'une présidence noire » (en ligne), c 2015. Consulté le 3/10/2016. Disponible sur : <https://www.monde-diplomatique.fr/2015/01/KING/51972>

(4) Le Monde, « La réforme de l'immigration d'Obama suspendue par un juge du Texas » (en ligne), c 2015. Consulté le 4/10/2016. Disponible sur : http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/02/17/la-reforme-de-l-immigration-d-obama-suspendue-par-un-juge-du-texas_4577757_3222.html

(5) Le Monde Blogs, « Jamais les États-Unis n'ont expulsé autant de clandestins » (en ligne), c 2014. Consulté le 10/10/2016. Disponible sur : <http://latinosusa.blog.lemonde.fr/2014/10/24/jamais-les-etats-unis-nont-expulse-autant-de-clandestins/>

(6) France 24, « En huit ans de mandant, qu'a fait Obama pour apaiser les tensions raciales ? » (en ligne), c 2016. Consulté le 3/10/2016. disponible sur : <http://www.france24.com/fr/20160713-etats-unis-barack-obama-question-raciale-black-lives-matter-dallas-afro-america-tensions>

(7) Jeune Afrique, « L'Amérique est-elle raciste ? » (en ligne), c 2015. Consulté le 11/10/2016. Disponible sur : <http://www.jeuneafrique.com/mag/252834/societe/lamerique-est-elle-raciste/>

(8) 20 Minutes, « États-Unis : l'exercice d'équilibriste d'Obama sur les questions raciales » (en ligne), c 2014. Consulté le 6/10/2016. Disponible sur : <http://www.20minutes.fr/monde/1489278-etats-unis-exercice-equilibriste-obama-questions-raciales>

(9) Libération, « Caroline Rolland – Diamond : Obama avait annoncé qu'il ne serait pas le président des Noirs, et il ne l'a pas été » (en ligne),

c 2016. Consulté le 7/10/2016. Disponible sur : http://www.liberation.fr/debats/2016/09/16/caroline-rolland-diamond-obama-avait-annonce-qu-il-ne-serait-pas-le-president-des-noirs-et-il-ne-l-a_1499500

(10) Jeune Afrique, « Pap Ndiaye : « Aux États-Unis, la société postraciale est une perspective lointaine » (en ligne), c 2015. Consulté le 11/10/2016. Disponible sur : <http://www.jeuneafrique.com/mag/252835/societe/pap-ndiaye-aux-etats-unis-la-societe-postraciale-est-une-perspective-lointaine/>

(11) RTS, « Barack Obama et la question raciale » (en ligne), c 2016. Consulté le 3/10/2016. Disponible sur : <http://www.rts.ch/info/monde/7207007-barack-obama-et-la-question-raciale.html>

(12) Stanford University, « The Impact of Anti-Black Racism on Approval of Barack Obama's Job Performance and on Voting in the 2012 Presidential Election » (en ligne), c 2012. Consulté le 13/10/2016. Disponible sur : <http://web.stanford.edu/dept/communication/faculty/krosnick/docs/2012/2012%20Voting%20and%20Racism.pdf>

(13) Slate, « Donald Trump est un produit du racisme anti-Obama » (en ligne), c 2016. Consulté le 13/10/2016. Disponible sur : <http://www.slate.fr/story/115619/succes-donald-trump-racisme-obama>

(14) La Dépêche, « Obama termine son deuxième mandat avec une forte popularité » (en ligne) c 2016. Consulté le 9/11/2016. Disponible sur : <http://www.ladepeche.fr/article/2016/11/09/2455399-obama-termine-son-deuxieme-mandat-avec-une-forte-popularite.html>

(15) France Info, « Présidentielle américaine : Pourquoi Michelle Obama est la véritable star de la campagne » (en ligne) c 2016. Consulté le 21/10/2016. Disponible sur : http://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/hillary-clinton/presidentielle-americaine-pourquoi-michelle-obama-est-la-veritable-star-de-la-campagne_1877975.html

(16) Perspective monde, « George W. Bush, de héros à zéro ? » (en ligne) c 2007. Consulté le 21/10/2016. Disponible sur : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAlyse?codeAnalyse=546>

(17) La Libre Belgique, « L'image contrastée d'un président séducteur » (en ligne) c 2001. Consulté le 21/10/2016. Disponible sur : <http://www.lalibre.be/actu/international/l-image-contrastee-d-un-president-seducteur-51b87097e4b0de6db9a56638>

(18) La Croix, « Les électeurs noirs se sont moins déplacés que prévu pour Hillary Clinton » (en ligne) c 2016. Consulté le 10/11/2016. Disponible sur : <http://www.la-croix.com/Monde/Ameriques/Les-electeurs-noirs-sont-moins-deplaces-prevu-pour-Hillary-Clinton-2016-11-10-1200802295>

(19) Le Monde, « L'électorat noir s'est moins mobilisé qu'en 2012 » (en ligne) c 2016. Consulté le 9/11/2016. Disponible sur : http://www.lemonde.fr/elections-americales/article/2016/11/09/l-electorat-noir-s-est-moins-mobilise-qu-en-2012_5027788_829254.html

